

Audience publique du 11 octobre 2010

Recours formé par
Madame ..., ...
contre une décision du directeur de l'administration des Contributions directes
en matière d'impôt sur le revenu

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 26465 du rôle et déposée le 6 janvier 2010 au greffe du tribunal administratif par Madame ..., demeurant à B-..., ayant élu domicile pour les besoins de la procédure à L-..., tendant à la réformation d'une décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 1^{er} octobre 2009 portant rejet de sa réclamation datée du 5 mai 2009 contre la décision de refus d'une imposition par voie d'assiette pour l'année 2006 ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 26 janvier 2010 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision critiquée ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport et Madame le délégué du gouvernement Monique ADAMS en ses plaidoiries à l'audience publique du 4 octobre 2010.

Il se dégage des éléments du dossier que le 9 février 2009, le bureau d'imposition Luxembourg X de la section personnes physiques du service d'imposition de l'administration des Contributions directes adressa à Madame ... une décision portant refus d'une imposition par voie d'assiette pour l'année 2006.

Par courrier recommandé daté du 5 mai 2009, Madame ... introduisit une réclamation à l'encontre de la prédite décision de refus.

Par courrier daté du 1^{er} juillet 2009, le secrétaire du service contentieux de l'administration des Contributions directes invita Madame ... à élire domicile au Grand-Duché de Luxembourg pour les besoins de la procédure, invitation à laquelle Madame ... fit droit par réponse téléfaxée du 16 juillet 2009.

Le directeur rejeta la réclamation par décision du 1^{er} octobre 2009, motivée comme suit :

« Vu la requête introduite le 11 mai 2009 par la dame ..., demeurant à B-..., ayant élu domicile au Luxembourg, pour réclamer contre la décision de refus d'une imposition par voie d'assiette pour l'année 2006, émise le 9 février 2009 et notifiée le même jour conformément au § 89 de la loi générale des impôts (AO) ;

Vu le dossier fiscal ;

Vu les §§ 228 et 301 AO ;

Considérant que la décision de refus d'une imposition par voie d'assiette pour l'année 2006 a été mise à la poste sous pli fermé le 9 février 2009 ;

Considérant qu'aux termes du § 89 AO, la notification du bulletin est censée accomplie par la remise à la poste au cas où, comme en l'espèce, le contribuable n'a pas désigné de mandataire postal ;

Considérant qu'aux termes des §§ 245 et 246 AO, dont la règle a été reprise dans l'instruction sur les voies de recours jointe au bulletin entrepris, le délai de réclamation est de trois mois et court à partir de la notification ;

que la requête, datée le 5 mai 2009 et entrée le 11 mai 2009, n'a donc pas été introduite dans le délai légal de réclamation, lequel a expiré le 9 mai 2009 ;

Considérant qu'aux termes du § 83 AO ce délai est un délai de forclusion ;

Considérant que l'instruction n'a pas révélé de circonstance susceptible de justifier un relevé de forclusion (§§ 86 et 87 AO) ;

Considérant qu'aux termes du § 252 AO la réclamation tardive est irrecevable ».

A l'encontre de cette décision directoriale de rejet, Madame ... introduisit un recours contentieux tendant à sa réformation par requête déposée le 6 janvier 2010, aux termes de laquelle, après avoir confirmé avoir reçu la décision de d'imposition *par voie d'assiette* en date du 5 octobre 2009, elle affirme avoir néanmoins introduit sa réclamation dans le délai imparti, son courrier recommandé afférent ayant en effet été envoyé en date du 7 mai 2009, Madame ... estimant plus particulièrement ne pas pouvoir être tenue responsable de la lenteur de la poste.

Le délégué du gouvernement pour sa part soulève l'irrecevabilité du recours tel qu'introduit le 6 octobre 2010 pour tardiveté ; quant au fond, il conclut à la confirmation de la décision directoriale déferée.

La procédure devant les juridictions administratives étant entièrement écrite, le fait que la demanderesse n'ait été ni présente ni représentée à l'audience de plaidoiries, est indifférent. Du moment que la requête introductive d'instance a été déposée et que la partie défenderesse a déposé un mémoire en réponse, le jugement est rendu contradictoirement entre parties.

Conformément aux dispositions combinées du paragraphe 228 de la loi générale des impôts du 22 mai 1931, appelée « *Abgabenordnung* », en abrégé « *AO* », et de l'article 8 (3) 1. de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions administratives, le tribunal administratif est appelé à statuer comme juge du fond sur un recours introduit contre une décision du directeur ayant statué sur les mérites d'une réclamation. Le tribunal est partant compétent pour connaître du recours en réformation, qui doit, aux termes de l'article 8 (3) 4 de la loi modifiée du 7 novembre 1996, être introduit endéans un délai de 3 mois, et plus particulièrement, par analogie à l'article 13 (1) de la loi du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, « *trois mois du jour où la décision a été notifiée au requérant ou du jour où le requérant a pu en prendre connaissance* ».

En l'absence de dispositions spécifiques concernant la computation des délais en matière administrative, il y a lieu d'appliquer les règles générales de computation des délais contenues dans les articles 1256 et suivants du Nouveau code de procédure civile. Or, conformément à l'article 1258 du Nouveau code de procédure civile, lorsqu'un délai est exprimé en mois, il expire le jour du dernier mois qui porte le même quantième que le jour de la décision qui fait courir le délai.

En l'espèce, il y a lieu de constater que non seulement la demanderesse admet s'être vue notifier la décision directoriale en date du 5 octobre 2009, mais encore qu'elle verse ladite décision directoriale avec la mention y apportée « *Reçu le 05 oct. 2009* ».

Il en résulte dès lors, en application de l'article 1258 précité, que le délai de recours a expiré « *le jour du dernier mois qui porte le même quantième que le jour de la décision qui fait courir le délai* », à savoir le 5 janvier 2010. Ledit jour, un mardi, n'ayant été ni un jour férié légal, ni un jour férié de rechange, il n'y a pas lieu d'admettre de prorogation au prochain jour ouvrable.

Le recours contentieux ayant cependant été déposé le 6 janvier 2010 au greffe du tribunal administratif, le tampon apposé par le greffe en faisant foi, le recours est à déclarer irrecevable pour tardiveté.

Par ces motifs ;

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement,

déclare le recours irrecevable,

laisse les frais à charge de la demanderesse,

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 11 octobre 2010 par :

Marc Sünner, premier juge,
Claude Fellens, premier juge,
Thessy Kuborn, juge,

en présence d'Arny Schmit, greffier.

s. Schmit

s. Sünnen

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 11-10-2010

Le Greffier du Tribunal administratif